



La décennie mobile en France : dix glorieuses et ensuite ?

Laurent BENZONI & Guillaume TASTET

Résumé du dossier économique réalisé pour l'AFOM : La décennie du mobile 1992-2002

Mars 2004

TERA Consultants

32, rue des Jeûneurs
75002 PARIS

Tél. + 33 (0) 1 55 04 87 10

Fax. +33 (0) 1 53 40 85 15

S.A.S. au capital de 200 000 €

RCS Paris B 394 948 731

La décennie mobile en France : dix glorieuses et ensuite ?

Laurent BENZONI, Professeur à Paris 2
Guillaume TASTET, TERA Consultants.

Objet 'chic' pour cadres 'choc', le mobile s'est imposé en une dizaine d'années comme un moyen de communication pour 2/3 des Français. Le bien de luxe s'est métamorphosé en bien de base. Les zones rurales revendiquent dorénavant leur «droit aux mobiles». Quels tenants derrière cet aboutissement ? La fresque du GSM dressée par le cabinet TERA Consultants à la demande de l'AFOM révèle les ressorts de cette aventure industrielle. Elle en mesure l'impact économique et décrit les évolutions des comportements qu'elle a engendré. Elle pose en pointillé la question du devenir de cet ensemble industriel pur la prochaine décennie.

Un investissement colossal aux effets diffusants

58,6 Mds d'euros ! Telle est la somme engagée par les 3 opérateurs sur la période 1992-2002 pour amener le mobile au niveau que l'on sait. Premiers bénéficiaires de cette manne, les fournisseurs de premier rang ont ainsi pu créer 31 Mds d'euros de valeur ajoutée, et par effet de diffusion ce sont 22 Mds d'euros supplémentaires qui auront été créés dans l'économie. Au total, 1 euro dépensé par les opérateurs génère 1,29 euro de valeur ajoutée dans l'économie (cf. principe de calcul dans le schéma). A la fin 2002, plus de 200 000 emplois sont ainsi entretenus dans l'économie française grâce aux mobiles se répartissant entre 10% chez les opérateurs, 42 % chez leurs fournisseurs, 41% dans le reste de l'économie. Les mobiles ont constitué en une décennie un ensemble équivalent à l'industrie aéronautique et aérospatiale...

Parmi les fournisseurs de 1^{er} rang, le secteur des services marchands aux entreprises et les activités de commerce de gros ou de détail s'arrogent respectivement 25, 17 et 27% des emplois entretenus, soit 20 800, 13 800 et 22 000 emplois. Paradoxe, même si les mobiles représentent en moyenne 30% du chiffre d'affaires des équipementiers, l'industrie électrique et électronique qui fournit réseaux et terminaux ne compte que pour 4% de l'emploi de la filière mobile en France : productivité, délocalisation, importation se cumulent pour expliquer un chiffre si bas. Néanmoins 4 mobiles sur 5 produits en France sont exportés.

Un de effets sans doute mésestimé de cette dynamique des mobiles est son impact sur le commerce de proximité. On a dénombré jusqu'à 5000 commerces indépendants dédiés aux mobiles représentant près de 30 000 emplois créés.

La quantité des emplois va de paire avec leur 'qualité'. 85% des emplois des opérateurs sont assis sur des CDI contre 80% en moyenne nationale. Cadres et professions intermédiaires représentent aussi près de la moitié des chez les opérateurs. Ces derniers ont consacré jusqu'à 9% de leur masse salariale à la formation et 5% en moyenne sur la période, soit entre 6 et 10 fois plus que l'obligation légale.

Des évolutions drastiques des réseaux et des prix, des usages

Cet effort colossal se retrouve dans des performances remarquables :

- 60 des 61 millions de français ont désormais leur résidence principale couverte par au moins un réseau mobile ;
- le coût sortie usine du terminal a été divisé par 30 en 10 ans tandis que son poids moyen était divisé par 20 et ses fonctionnalités augmentées dans des proportions considérables (services, écran, autonomie, ergonomie, et.)
- le prix de la minute est quant à lui divisé par 5 sur la décennie.

On comprend alors pourquoi le nombre de lignes mobiles en service dépasse le nombre de lignes fixes dès 2001, et que le trafic a doublé tous les 18 mois depuis ans. Aujourd'hui, plus de 500 communications téléphoniques

sont établies chaque seconde, pour origine ou destination un mobile. Chacun des 38 millions d'abonné utilise en moyenne son mobile plus de 2 fois pas jour les 365 jours de l'année ; 200 SMS sont envoyés en moyenne chaque seconde, jour et nuit compris...

Le mobile est devenu un objet intrinsèque du mode de vie. Toutes les tranches d'âges sont concernées, si 80% des 15-25 ans sont équipés, près de 50% des 50 et plus le sont

aussi, et le taux de pénétration continue encore de progresser.

Le mobile représente aujourd'hui plus de 30% des communications téléphoniques et les 2/3 des communications sont passés avec un noyau dur de 5 personnes. Le mobile est ainsi devenu un moyen indispensable pour «être facile à joindre» et «appeler en cas d'urgence» de l'avis des 2/3 des candidats à un abonnement.

Dans l'univers de l'entreprise, le mobile est perçu comme un nouvel outil de productivité. Aussi, se place-t-il, selon les professionnels en tête des nouveaux moyens de communication dans ce domaine, cela bien avant le mail ou les micro-ordinateurs. Il est remarquable de constater que le mobile a su créer son propre marché et que les plus gros utilisateurs de mobiles sont aussi les plus gros utilisateurs de moyens fixes de communication. Tout se passe comme si le mobile s'est placé, jusqu'à présent, en complément des usages fixes pour répondre à un besoin spécifique et non comme un substitut de ces usages. Notons à cet égard que 31% du chiffre d'affaires des télécoms fixes proviennent des appels passés avec les réseaux mobiles.

La perception du mobile comme outil de productivité est d'autant plus grande que l'entreprise est petite. Ce sont les très petites entreprises, les artisans, les professions libérales qui ont le plus bénéficié de cet outil professionnel et leur taux d'équipement atteint les 100% dans certaines de ces catégories.

Le mobile paie aussi la rançon de son succès. Devenu indispensable, on attend de lui la perfection : trop de stations de bases installées ici mais pas assez là, un service de masse avec une satisfaction de multiples demandes sur-mesure, un service accessible instantanément à l'abonnement avec des attentes de sécurisation très élevées, des terminaux à prix quasi-nul avec des engagements contractuels minimaux, etc.

Un passé trop récent pour un futur en devenir

Le chiffre d'affaires des opérateurs avoisine désormais celui de la construction aéronautique et spatiale, soit plus de 16 milliards d'euros par an. Mais, on l'aura vite calculé, compte tenu des dépenses engagées (cf. supra), la rentabilisation des investissements passés suppose de la patience, beaucoup de patience. L'activité

suppose aussi beaucoup de prise de risque... Aujourd'hui les candidats à l'offre de services mobiles se multiplient (MVNO), les candidats à la reprise des licences et aux obligations qu'elles imposent en termes de dépenses se réduisent, quant à eux, à peau de chagrin. En France, la quatrième licence 3G attend toujours preneur.

Le cycle économique des mobiles a couru sur une décennie, il a fallu attendre l'année 2003 pour que les cash-flows cumulés deviennent positifs, globalement pour les trois opérateurs alors que les premières licences ont été attribuées en 1991, il y a de cela plus de 12 ans. Mais la moyenne est quelque peu trompeuse car tous ne sont, bien évidemment, pas placés sur le même plan sur ce point, au regard de la disparité de leur situation.

Cela étant, à peine cette course effrénée commence-t-elle à se ralentir, à peine le but est-il atteint qu'il faut repartir vers de nouveaux horizons mal connus. Horizons qui ont pour noms : MMS, Internet mobile, multimédia-mobile, etc. Le tribut à payer pour lancer ces nouveaux services est déjà lourd : il se compte en centaines de milliers de terminaux à écran couleur toujours plus performants et à sonnerie polyphonique, en développement d'interface ergonomique, en implémentation de logiciels complexes, en coût de distribution, de plates-formes de services, etc.

Les coûts en termes de réseau vont aussi bientôt peser sur les comptes des opérateurs. Les licences 3G prévoient des obligations de déploiement et de couverture qui pourront certes être aménagées, compte tenu du retard des technologies, mais report ne veut pas dire annulation.

Une simulation qui renouvellerait le cycle décennal passé, une fois l'amortissement et la rentabilisation des réseaux en place correctement assurés, montre que le redémarrage des investissements s'effectuerait en 2005-2006. Le creux serait atteint vers 2009-2010 pour assurer une remontée positive vers 2015 (cf. graphique). Les créations d'emplois, seront significatives, mais moins importantes que pour le premier cycle. Toutefois, la réinitialisation du cycle de dépense évitera une destruction massive des 200 000 emplois créés dans le premier cycle. Au total, on pourrait compter entre 250 et 300 000 emplois entretenus par l'activité mobile en fin du second cycle.

Ce nouveau cycle ne pourra donc s'amorcer sans la présence, à nouveau, d'une foi

indéfectible dans l'avenir, une foi l'innovation, une fois dans le marché. Il convient que cette foi ne soit pas ébranlée par des calculs à courte vue (cf. le prix des licences), des soubresauts, des retournements et des incertitudes réglementaires. Si comme se

plaisait à le rappeler l'économiste J.M. Keynes, «à long terme nous serons tous morts», il soulignait aussi que, paradoxalement, sans une vision de long terme, la volonté d'entreprendre et de construire n'existe pas.

